



YouTube



Dimanche

23 mars 2025

12 pages

No. 666

GRATUIT

Après une asphyxie de 10 ans

Les villes respirent de nouveau

■ Jocelyn Chan Low : « Une étape essentielle pour la démocratie locale »

Tour de contrôle à l'aéroport SSR

Rs 322 déjà déboursés pour 35% des travaux seulement

■ De Rs 621 millions initialement, le projet, accusant 13 ans de retard, est passé à Rs 1,3 milliard

Mystérieux déplacement de deux hauts gradés de la police au Mozambique

Qui l'a autorisé et financé ?

Exemptions fiscales sous le régime MSM

Jackpot de près de Rs 7 milliards pour les Smart Cities

MIC

La FCC s'intéresse à une malversation présumée de Rs 300 millions au profit d'Apavou Hotels Ltd

Île-aux-Bénitiers

Des indices d'activités illicites découverts

Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritus.com/news/>





Une révolution médicale issue d'une recherche éthique et indispensable

Troisième cause de mortalité à Maurice, le cancer tue 10 millions de personnes dans le monde par an. De nouveaux traitements offrent à des millions de patients un véritable espoir de guérison. Parmi eux, l'immunothérapie, en plein essor depuis 2010, transforme la prise en charge de la maladie. Souvent combinée à d'autres approches, elle produit des résultats très prometteurs, allant jusqu'à la disparition complète de certaines tumeurs. En activant le système immunitaire pour reconnaître et détruire les cellules cancéreuses, cette avancée redonne espoir et contribue à prolonger la vie.

Les recherches récentes et les applications de l'immunothérapie développées par des laboratoires de renom, associées ou non à d'autres traitements classiques, représentent un tournant en médecine pour le traitement de maladies comme le cancer mais aussi pour le développement de thérapies contre les maladies auto-immunes, infectieuses ou neurodégénératives.

L'immunothérapie, c'est quoi ?

Dans le cas de la lutte contre

le cancer, et contrairement aux traitements classiques comme la chimiothérapie ou la radiothérapie, l'immunothérapie agit indirectement sur les cellules cancéreuses en stimulant le système immunitaire et en renforçant les défenses naturelles. Cela permet souvent de réduire les effets secondaires car l'immunothérapie épargne les cellules saines.

De plus, l'immunothérapie peut offrir des bénéfices durables comme une mémoire immunitaire qui empêche la réapparition de la maladie.



Le Dr Moonindranath Sohun, oncologue mauricien, souligne

"J'utilise l'immunothérapie allée à la chimiothérapie avec un certain nombre de mes patients.

Les résultats sont extrêmement bénéfiques car ce traitement accroît considérablement le taux de survie. Il est important de continuer la recherche dans ce domaine afin de développer de nouveaux traitements.

Sans cette recherche, menée dans un environnement rigoureusement contrôlé et respectueux, des

avancées médicales comme l'immunothérapie n'auraient jamais été accessibles aux patients mauriciens et à des millions d'autres à travers le monde, transformant des vies et apportant un nouvel espoir."

Les étapes avant qu'un médicament soit approuvé

Avant d'être disponible, un médicament passe par plusieurs phases strictes de recherche.

D'abord la phase fondamentale, au niveau cellulaire, puis les phases précliniques et cliniques 1, 2 et 3, où son efficacité et sa sécurité sont testées sur des volontaires.

La phase préclinique de ces traitements sur des primates, en particulier les macaques cynomolgus de Maurice, est une étape essentielle. Leur proximité biologique unique avec les humains, notamment au niveau du système immunitaire, permet de mieux comprendre les maladies

complexes comme le cancer et de développer des traitements sûrs et efficaces.

Les primates mauriciens jouent ainsi un rôle essentiel dans la découverte et le développement de thérapies contre le cancer, sauvant des millions de vies à travers le monde. ■

<10% Avant l'immunothérapie, les taux de survie à 5 ans pour certains cancers avancés étaient inférieurs à 10 %

40% Grâce à l'immunothérapie, ces taux ont plus que triplé dans certains cas, atteignant jusqu'à 40 % pour des cancers comme le mélanome ou le cancer du poumon.

>3m Plus de 3 millions de patients ont déjà bénéficié de ces nouveaux traitements à travers le monde.

(Sources: Centre Gustave Roussy, WHO, Cancer Research UK, statistiques locales sur la santé | <https://www.merck.com/news/keytruda-pembrolizumab-mercks-anti-pd-1-therapy-demonstrates-superior-survival-progression-free-survival-and-overall-response-rate-compared-to-ipilimumab-an-anti-ctla-4-therapy/>)



CynoBreedersAssociation

Ceci est une communication de la Cyno Breeders Association (CBA) visant à informer les Mauriciens des avancées médicales significatives réalisées dans le monde grâce à la recherche sur les singes. La Cyno Breeders Association (CBA) s'engage à garantir les normes les plus élevées en matière de soins et de pratiques éthiques dans la recherche biomédicale. Ensemble, nous contribuons à faire progresser la médecine mondiale tout en respectant les êtres vivants impliqués.

www.cynobreeders.com



Après une asphyxie de 10 ans

Les villes respirent de nouveau

C'est officiel : les prochaines élections municipales auront lieu le 4 mai prochain, tandis que le *Nomination Day* est fixé au 5 avril. Le 19 mars, le président de la République, Dharam Gokhool, a émis le *writ of elections*, marquant ainsi la fin de l'étouffement de la démocratie régionale.

Les dernières municipales remontent à juin 2015. Prévues initialement en 2021, elles ont été reportées à plusieurs reprises par l'ancien régime sous divers prétextes, notamment la pandémie de COVID-19 et de prétendus amendements à la *Local Government Act*. Pendant près de dix ans, les citoyens ont ainsi été privés de leur droit d'élire leurs représentants locaux. Aujourd'hui, l'actuel gouvernement, sous la direction du Premier ministre Dr Navin Ramgoolam, s'engage à garantir la tenue du scrutin, et ce seulement quatre mois après avoir été élu.

Avec le retour des élections municipales, plusieurs amendements ont été apportés à la *Representation of the People's Act*. Un élément clé de cette réforme est l'introduction d'un registre électoral complémentaire. Cette mesure permettra aux citoyens ayant atteint l'âge de 18 ans après le 15 août 2024 de s'inscrire et de voter aux municipales, alors qu'ils en auraient été exclus auparavant en raison des délais administratifs.

Des mesures destinées à renforcer la transparence et la crédibilité du processus électoral, notamment le dépouillement des votes le jour du scrutin (*Same Day Counting*), ont aussi été votées mardi dernier. Ces réformes s'inscrivent dans une volonté de revitaliser la démocratie locale, fragilisée depuis 2015 par des décisions politiques controversées. Durant cette décennie sans élections, les conseils municipaux ont vu leurs prérogatives restreintes, ce qui a impacté la gestion des villes et favorisé un climat de clientélisme au détriment de l'intérêt général.

Les députés et membres du gouvernement ont rappelé, lors des débats parlementaires, leur engagement à renforcer le dialogue entre les mairies et les citoyens, à relancer le développement urbain

et à promouvoir des initiatives sociales, sportives et culturelles. Par ailleurs, des discussions sont en cours pour inscrire l'administration régionale dans la Constitution, avec pour ambition de lui garantir une plus grande autonomie.

Jocelyn Chan Low : « Une étape essentielle pour la démocratie locale »

Pour l'historien et observateur politique Jocelyn Chan Low, ce scrutin est un moment crucial, bien que les pouvoirs des municipalités aient été considérablement réduits. « *Les élections municipales sont essentielles car elles constituent le premier niveau de la démocratie, qui commence au niveau local* », rappelle-t-il. Cependant, il souligne que ces conseils ont perdu en influence avec le temps : « *Aujourd'hui, les mairies n'ont plus autant de pouvoir qu'autrefois. Elles dépendent énormément du gouvernement central, et 90 % de leur budget sert uniquement au fonctionnement quotidien.* »

Un autre défi majeur est la participation des électeurs, souvent faible lors des municipales. « *L'abstention est généralement très élevée. De plus, de nombreux citoyens ne connaissent même pas le nom de leur maire, ce qui témoigne d'un désintérêt profond pour la politique locale. Il faut s'occuper de cette indifférence. Pour cela, une réforme en profondeur est nécessaire, ainsi qu'une meilleure attractivité pour des personnes compétentes et qualifiées. Feu Reza Issack (ndlr : ancien député et Lord-maire) affirmait avoir honte en constatant la qualité des élus municipaux. Après de*



nombreuses maldonnes, les personnes de calibre se sont désintéressées de la politique locale, ce qui a entraîné un déclin dans la qualité des conseillers », estime Jocelyn Chan Low. Il préconise ainsi une véritable réforme du système municipal pour redonner aux maires et conseillers une place plus importante et un rôle plus visible au sein de leurs communautés.

« Redonner une légitimité aux élus locaux »

Muddathir, un habitant de Port-Louis, exprime son espoir face aux prochaines échéances électorales : « *La tenue des élections municipales le 4 mai prochain, après une attente de près de dix ans, sera un moment crucial pour la démocratie locale. Cette longue période d'attente a eu des répercussions sur la confiance des citoyens dans les institutions et la politique en général. Ces élections pourraient donc être l'occasion de redonner une légitimité aux élus locaux pour rétablir la dynamique démocratique au niveau des municipalités. Les électeurs pourraient aborder ces élections avec un fort désir de voir un changement ou un renouveau dans la gestion locale, après une si longue interruption. L'idée d'ajouter un registre supplémentaire pour inclure davantage de citoyens, notamment les jeunes, est une mesure intéressante pour encourager une participation électorale plus large et plus représentative. Cela pourrait aussi contribuer à renforcer l'engagement civique et à réduire la désaffection politique chez les jeunes, qui peuvent parfois se sentir éloignés du processus électoral.* »

Tawfick, de Vallée-des-Prêtres, se réjouit également de cette nouvelle étape : « *Après 10 ans, in arrive l'heure... Oui, li bon donn bann zenn ki fek gagne 18 ans osi zot chance pour exprime zot vote. Enn bon initiative. Après 10 ans, nous pou re gagne chance pou ale swazir bann conseiller pour nou la ville. Alors, bonne chance à tous, et nous espérer bann citadins ki sorte gagnants.* »



MIC

La FCC s'intéresse à une malversation présumée de Rs 300 millions au profit d'Apavou Hotels Ltd

La *Financial Crimes Commission* (FCC) a lancé une enquête approfondie sur une présumée malversation de Rs 300 millions impliquant la *Mauritius Investment Corporation* (MIC) et *Apavou Hotels Ltd*. Dans ce cadre, d'anciens membres du conseil d'administration de la MIC ont été convoqués pour être interrogés sur une transaction controversée approuvée le 5 février 2024.

L'objet principal de cette enquête concerne le rachat par la MIC de 70 % des actions d'*East Coast Hotel Investment Ltd*, propriétaire de l'hôtel Ambre du groupe Apavou. Cette acquisition, d'un montant total de Rs 2,4 milliards, a été finalisée le 7 juin 2024. Toutefois, un écart de Rs 300 millions entre la somme recommandée initialement par le comité d'investissement de la MIC et le montant final alloué a suscité l'intérêt des autorités.

Des questions se posent sur l'opportunité d'injecter Rs 2,1 milliards dans une entité endettée à hauteur du même montant. Les anciens administrateurs de la MIC, dont

Mardayah Kona Yerukunondu, ex-*First Deputy Governor* de la Banque de Maurice (BoM), Ragen Swaminathan, actuel *vice-Chairperson* de la *Central Procurement Board* (CPB), et Swadiciq Nuthay, *Chairman de Maxima Capital Investment*, ont été interrogés sur les motivations derrière cette décision.

Parmi les autres personnalités potentiellement concernées par cette enquête figure l'ancien ministre des Finances, Renganaden Padayachy, qui aurait validé les transactions en question. Sadhana Sewraj-Gopal, ex-*Second Deputy Governor* de la BoM, est également dans le viseur des enquêteurs.

Jusqu'à présent, seuls deux des quatre membres convoqués ont répondu à l'appel de la FCC. Les investigations se poursuivent et d'autres auditions sont prévues dans les jours à venir afin d'établir les responsabilités de chacun et de déterminer si des infractions financières ont été commises.

Île-aux-Bénitiers

Des indices d'activités illicites découverts

Lors d'une opération de démolition des structures illégales sur l'Île-aux-Bénitiers, les autorités ont fait une découverte qui suscite des interrogations. Vendredi 21 mars, les équipes de la *Special Mobile Force* (SMF), soutenues par la *National Coast Guard*, la *Special Supporting Unit* et la police locale, ont mis au jour un logement rudimentaire en bois et tôle, ainsi que des installations suspectes qui pourraient être liées à des activités illicites.

Le logement, ainsi que plusieurs chenils, laissent penser que des chiens étaient utilisés pour des activités de gardiennage. À quelques mètres de là, les forces de l'ordre ont découvert une porte cadenassée. Après avoir forcé l'entrée, elles ont trouvé un espace soigneusement dissimulé par des plantes et du bois. Les indices sur place, notamment des bidons remplis d'eau et des traces de culture, suggèrent que des activités de plantation ou de production illégale y ont eu lieu.

Une présence policière permanente, de jour comme de nuit, a été mise en place pour empêcher toute nouvelle activité suspecte. Le chef de l'*Anti-Drug &*



Smuggling Unit (ADSU), le DCP Rassen, a également été informé afin de lancer une enquête approfondie.

Les travaux de démolition, qui ont débuté à 8 heures et se sont achevés vers 17h30, ont permis de détruire toutes les structures non autorisées sur l'île. Cette opération, menée en collaboration avec plusieurs unités de sécurité et en présence d'officiers du ministère, visait à préserver l'intégrité de ce site naturel protégé.

Dans un communiqué publié vendredi soir, le ministère des Terres et du Logement a confirmé que des activités illicites pourraient avoir eu lieu sur l'île. L'Île-aux-Bénitiers reste fermée jusqu'à nouvel ordre, le temps que les investigations se poursuivent.

Accident mortel à l'hôtel Le Méridien

Brian Dorine, 27 ans, tué dans l'explosion d'une bouteille de plongée

Un tragique accident s'est produit le jeudi 20 mars au centre de plongée de l'hôtel Le Méridien, à Pointe-aux-Piments. Brian Dorine, aide-plongeur de 27 ans, a perdu la vie dans l'explosion d'une bouteille d'oxygène alors qu'il effectuait son remplissage à l'aide d'un compresseur. L'onde de choc a été d'une violence extrême, causant de graves dégâts matériels et coûtant la vie au jeune employé sur le coup.

L'explosion, survenue aux alentours de 9 h 25 dans l'enceinte du centre de plongée *Blue World Explorer*, a provoqué l'effondrement partiel d'une toiture en tôle et a gravement endommagé l'espace où se trouvait la victime. Les services d'urgence, comprenant la police, les pompiers et le SAMU, se sont rendus immédiatement sur place, mais n'ont pu que constater le décès de Brian Dorine.

Selon les premiers éléments de l'enquête, la bouteille aurait explosé sous l'effet de la pression. L'origine précise de cette déflagration reste à déterminer, notamment si un défaut technique, un problème d'entretien ou un non-respect des normes de sécurité est en cause. La police cherche à établir si les procédures en vigueur pour la manipulation de ces équipements sensibles ont été respectées.

La direction de l'hôtel Le Méridien a rapidement réagi en affirmant que les activités de plongée sont sous-traitées à une société indépendante, *Blue World Explorer*. Elle a également assuré sa pleine coopération avec les autorités pour faire toute la lumière sur cet accident.

Le département médico-légal de la police a pratiqué une autopsie qui a confirmé que la victime est décédée des suites de multiples blessures causées par l'explosion. L'enquête en cours devra déterminer si des négligences ont pu être commises et si des mesures supplémentaires doivent être prises pour éviter qu'un tel drame ne se reproduise.

UP



Solidarité mauricienne envers le peuple palestinien

Le gouvernement a témoigné d'un engagement fort en faveur de la paix et des droits humains. En réaffirmant son soutien indéfectible au peuple palestinien, dans un communiqué émis le 19 mars, et en appelant à une solution durable basée sur la coexistence pacifique, il démontre son attachement aux principes de justice, de dialogue et de solidarité internationale. Cette position reflète une volonté sincère de contribuer à un monde plus juste et harmonieux.

C'EST ÉCRIT

« Être conseiller municipal ou villageois et député sont des moyens d'apprentissage qui peuvent être très utiles et servir de tremplin pour occuper, avec davantage d'expérience, de maturité et de perspicacité, de plus hautes fonctions ou responsabilités d'État. »



Cassam Uteem
L'Express
Samedi 22 mars 2025

A ÉTÉ DIT



« C'est une création des 10 années du gouvernement précédent qui a politisé la fonction publique. [...] Il n'y a plus de Permanent Secretary (PS) qui ose tenir tête aux ministres. La fonction publique a perdu sa brillance. »

Narendranath Gopee
Radio Plus
Mardi 18 mars 2025

DOWN

Chikungunya

L'expansion du chikungunya à Maurice s'étend avec trois cas confirmés en moins d'une semaine. Le virus se propage dans la région ouest, touchant La Preneuse, Rivière-Noire et Tamarin. L'île sœur, la Réunion, compte déjà 2 morts et 2800 cas en une semaine, et est passée au niveau 4 du plan OR-SEC « épidémie de moyenne intensité ». Prenez vos précautions contre les piqûres de moustiques !



Photo du jour

Drogue : Saisies record de Rs 219 millions par la MRA en mars

Entre le 1er et 18 mars, la MRA a réalisé 12 opérations fructueuses contre le trafic de stupéfiants, saisissant des drogues d'une valeur de Rs 219 millions, principalement 150kg de cannabis (Rs 179 millions) et 2,61kg de drogues synthétiques (Rs 39 millions), et arrêtant huit ressortissants étrangers.




 Nous sommes votre porte-parole
 24h sur 24.
 Faites nous parvenir vos infos, photos,
 vidéos ou doléances.
 Elles seront traitées en toute confidentialité
 et seront publiées dans le journal ou
 sur notre site web.

Whatsapp Info
5 255 3635 




Tour de contrôle à l'aéroport SSR

Rs 322 déjà déboursés pour 35% des travaux seulement

- De Rs 621 millions initialement, le projet, accusant 13 ans de retard, est passé à Rs 1,3 milliard

Le projet de construction d'une nouvelle tour de contrôle aérien à l'aéroport international Sir Seewoosagar Ramgoolam (SSR) s'est transformé en un véritable gouffre financier pour l'État. Les révélations faites mardi au Parlement, suite à une question du député Roshan Jhummun, mettent en lumière une gestion calamiteuse marquée par des retards injustifiés, des coûts qui explosent et des procédures contournées.

Lancé en 2012, ce projet stratégique pour l'aviation civile devait être piloté par 'Airports of Mauritius Co. Ltd' (AML) suivant une 'policy decision' prise en 2013, avant le changement de gouvernement en 2014. Pourtant, ce n'est qu'en décembre 2017 qu'un appel d'offres international a enfin été enfin lancé par le 'Central Procurement Board'.

Le 14 mai 2018, le contrat fut attribué à JV PADCO-ENDEM pour la somme de Rs 621 millions (TVA incluse). Mais la pandémie de COVID-19 a entraîné un arrêt des travaux du 19 mars au 2 juin 2020. Dans la foulée, l'entreprise est entrée en administration volontaire le 7 juillet 2020, a abandonné le chantier en août, et le contrat initial a été finalement résilié le 17 décembre 2020.

Après l'échec du premier contrat, AML a lancé en juin 2021 un appel d'offres sélectif pour obtenir une évaluation indépendante des coûts nécessaires à l'achèvement des travaux. Le cabinet Chuttur & Partners Ltd a estimé en octobre 2021 que les travaux restants coûteraient environ Rs 827 millions, excluant la TVA, soit une augmentation de Rs 206 millions par rapport au contrat initial.

Face à cette situation, le conseil d'administration d'AML a décidé en décembre 2021 de solliciter une offre détaillée auprès de Hyvec-Stefanutti Stocks JV, le deuxième soumissionnaire le moins-disant de l'appel d'offres initial. L'invitation a été émise le 3 février 2022 sur une 'direct/ emergency basis', avec une date de clôture plusieurs fois repoussée jusqu'au 19 avril 2022. Le 19 juillet 2022, le conseil d'administration d'AML a officiellement approuvé le recours à une 'emergency procurement' pour l'achèvement du projet.

Entre-temps, l'estimation des coûts a encore grimpé pour atteindre environ Rs 910 millions en juillet 2022. Le budget total du projet, initialement fixé à Rs 790 millions, a été révisé à Rs 1,296 milliard, TVA incluse, représentant une augmentation vertigineuse de 64% par rapport au prix d'origine.



La dernière offre reçue en juin 2024 s'élève à Rs 1,325 milliard, excluant la TVA, uniquement pour les travaux restants, un montant jugé "non conforme", car dépassant l'estimation des coûts de 45,81%.

Des règlements délibérément contournés

Suite à des consultations avec le 'Procurement Policy Office' et sur avis du Attorney General's Office, AML a été informée le 5 août 2022 qu'elle devait se conformer aux dispositions légales concernant la 'Public Procurement Act'. Après examen approfondi et de nombreuses clarifications demandées au soumissionnaire, l'offre a été jugée non conforme et l'appel d'offres annulé en août 2022.

Face à cette impasse, le régime d'alors a pris une décision stupéfiante pour contourner les règlements : le 21 décembre 2022, soit quatre mois plus tard, le gouvernement de Pravind Jugnauth a promulgué le 'Public Procurement (Amendment of Schedule) Regulations 2022', exemptant purement et simplement AML de l'application de la loi sur les 'procurements'. Cette manœuvre a permis à AML de recourir à ses propres procédures internes pour l'achèvement des travaux restants, contournant ainsi toutes les garanties légales destinées à protéger l'intérêt public.

Rs 322,2 millions déjà englouties

Treize ans après son lancement, ce projet crucial pour notre sécurité aérienne n'est achevé qu'à 35%, et aucun travail n'a été effectué depuis décembre 2020. Pourtant,

Points clés à retenir

- **L'explosion des coûts** : Le budget est passé de Rs 621 millions (contrat initial) à potentiellement plus de Rs 1,3 milliard, soit une augmentation de plus de 64%.
- **Les retards considérables** : Le projet lancé en 2012 est toujours inachevé en 2025, avec seulement 35% des travaux réalisés, et aucun progrès depuis décembre 2020.
- **Le contournement des procédures légales** : Des règlements amendés en décembre 2022 pour exempter AML de la 'Public Procurement Act', ce qui apparaît comme une manœuvre pour contourner les contraintes légales.
- **Le gaspillage de fonds publics** : Rs 322,2 millions ont déjà été dépensés pour un projet au point mort, avec une infrastructure qui se détériore.

Rs 322,2 millions, excluant la TVA, ont déjà été déboursés par AML.

Si un nouveau contrat venait à être attribué, il faudrait encore compter environ 19 mois pour l'achèvement des travaux. En attendant, selon le Premier ministre, Maurice se retrouve « malheureusement face à une infrastructure décrépite dont l'achèvement nécessiterait des fonds publics supplémentaires ».

Ce fiasco illustre une fois de plus les défaillances dans la gestion des grands projets d'infrastructure publique sous le règne du MSM. Les contribuables mauriciens sont en droit de se demander qui, au sein de l'ancien gouvernement, sera tenu responsable de ce gaspillage manifeste des deniers publics, alors que le pays fait face à des défis économiques majeurs.

Mystérieux déplacement de deux hauts gradés de la police au Mozambique

Qui l'a autorisé et financé ?

La 'Financial Crimes Commission' (FCC) poursuit son enquête sur le voyage inexplicable de deux hauts gradés de la police mauricienne au Mozambique en avril 2017, où ils auraient rencontré Navind Kistnah, soupçonné d'être au cœur d'une importante affaire de trafic de drogue. Alors que plusieurs hauts responsables de la police et de l'administration affirment ne pas avoir été informés de ce déplacement, la FCC cherche à déterminer qui a autorisé ce voyage et comment il a été financé.

Un déplacement non approuvé par les autorités

Ce voyage, effectué apparemment sans l'aval du bureau du Commissaire de police ni celui du Premier ministre, soulève de nombreuses interrogations. L'enquête vise à comprendre les raisons de cette rencontre avec Navind Kistnah, arrêté au Mozambique en 2017 avant d'être extradé à Maurice, dans le cadre d'une saisie massive de drogue. Fait troublant : les deux officiers concernés n'appartenaient pas à l'ADSU, ce qui renforce le mystère autour de cette mission.

Jeudi dernier, l'ancien chef de la fonction publique, Nayan

Kumar Ballah, a été entendu par la FCC pendant environ une heure et demie. Il a affirmé n'avoir eu aucune connaissance de ce voyage. Cette déclaration s'ajoute à celles d'autres hauts responsables, dont l'ancien Commissaire de police Mario Nobin et l'ex-patron de l'ADSU, le DCP Choolun Bhojoo, qui ont tous nié avoir été informés de cette mission.

Les éléments recueillis par la FCC confirment cependant que les deux officiers se sont bien rendus au Mozambique en avril 2017. L'enjeu est désormais d'identifier qui leur a donné des instructions et dans quel but. L'une des principales interrogations porte sur le financement du déplacement : des fonds publics ou des sources extérieures ont-ils été utilisés ?

Un maillon-clé de l'affaire toujours en cavale

Parallèlement, la FCC s'intéresse à la cavale d'un autre suspect, Hemant Kumar Ramdin, un habitant de Vallée-des-Prêtres. Ce dernier avait été interrogé dans le cadre de la saisie de 135 kilos d'héroïne avant d'être relâché. Aujourd'hui, la FCC cherche à comprendre qui a



autorisé sa libération, alors qu'il était considéré comme un maillon-clé dans cette affaire.

Selon des sources proches de l'enquête, plusieurs zones d'ombre subsistent quant aux circonstances ayant permis à Hemant Kumar Ramdin d'échapper aux autorités. Des complicités internes ou une éventuelle complaisance ne sont pas exclues. Ce cas rappelle d'autres affaires où des suspects clés ont bénéficié de libérations surprenantes avant de disparaître. La FCC envisage désormais toutes les pistes, y compris celle d'un complot visant à faciliter la fuite de Ramdin. Une partie de cette enquête pourrait même être transférée à la police afin d'établir d'éventuelles complicités internes.

Prochaine étape : audition des deux officiers

L'enquête de la FCC s'apprête à entrer dans une phase cruciale avec l'audition imminente

des deux hauts gradés qui se sont rendus au Mozambique. L'objectif est de comprendre leurs motivations et de déterminer les instructions reçues pour effectuer ce déplacement.

Les enquêteurs souhaitent également savoir si ces officiers ont agi de leur propre initiative ou s'ils ont obéi à des ordres venus d'une autorité supérieure. L'implication de personnalités influentes, voire politiques, n'est pas écartée. Certains enquêteurs redoutent même que cette affaire mette en lumière un système de protection et de privilèges accordés à certaines figures du pouvoir.

La FCC détient déjà des documents attestant de la présence des deux officiers au Mozambique. Reste désormais à établir si ces preuves seront suffisantes pour engager la responsabilité de la hiérarchie policière ou d'acteurs politiques sous l'ancien gouvernement. L'issue de cette enquête pourrait avoir de lourdes répercussions sur l'image de certaines institutions du pays sous le règne du MSM.

Exemptions fiscales sous le régime MSM

Jackpot de près de Rs 7 milliards pour les Smart Cities

Une révélation fracassante a secoué l'hémicycle mardi dernier lors de la séance du 'Prime Minister's Question Time' (PMQT). En réponse à une question du député Raviraj Beehook, le Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam, a dévoilé l'ampleur des exemptions fiscales accordées aux promoteurs de ces projets depuis leur lancement en 2015 par l'ancien gouvernement MSM. Les chiffres font tourner la tête, puisqu'ils s'élèvent à Rs 6, 61 milliards. Ce qui a provoqué la stupéfaction parmi les parlementaires. Ces exemptions se répartissent comme suit :

- Rs 5,8 milliards d'exemptions de la TVA
- Rs 693 millions d'exemptions d'impôt sur le revenu (Income Tax)
- Rs 82,6 millions d'exemptions de 'Land Transfer Tax'

- Rs 34,8 millions de roupies d'exemptions de droits de douane (Customs Duty)

En outre, environ Rs 373 millions ont été exemptés du 'Morcellement Fee', portant le total des avantages fiscaux à près de Rs 7 milliards !

Un programme controversé lancé par l'ancien régime MSM

Le 'Smart City Scheme', annoncé en grande pompe durant le tout premier budget du gouvernement MSM en 2015 alors que Vishnu Lutchmeenaraidoo était ministre des Finances, visait à créer des villes intelligentes intégrant des espaces résidentiels, commerciaux et de loisirs dans un environnement technologiquement avancé. Sur les 19 projets ayant reçu une certification, 16 ont entamé leur construction sur une superficie totale de 6 332 arpents.

Ce programme phare de l'ancien régime MSM avait été présenté comme un moteur de développement économique pour Maurice. Cependant, il a fait l'objet de nombreuses critiques concernant les avantages considérables accordés aux promoteurs immobiliers, souvent proches du pouvoir, au détriment des finances publiques.

Alors que les promoteurs des Smart Cities profitaient massivement de ces exemptions fiscales, de nombreux Mauriciens faisaient, eux, face à des difficultés économiques croissantes, nombreux d'entre eux contraints même d'attendre les miettes que leur donnait le gouvernement à travers la MRA pour arrondir leurs fins de mois. Le nouveau gouvernement devra désormais décider de l'avenir de ce programme controversé et déterminer si ces généreuses exemptions fiscales doivent être maintenues ou révisées à la lumière de ces révélations.

The wrong way home

• “Imagine you were plucked from the only place you’ve ever truly considered your home”

The serene beauty of our paradise Island is marred by a haunting reality: in 2024, road accidents claimed 111 lives. This staggering figure reflects a tragic trend in a nation of just 1.4 million people, where every fatality resonates deeply within our communities. Among these heartbreaking losses, 52 were motorcyclists and 17 were pedestrians, illuminating the urgent need for transformative action in road safety.

As we navigate our daily lives, it's easy to overlook the potential dangers lurking on our roads. Yet, the grim statistics paint a vivid picture of the peril that many face each day. Each fatality represents not just a number, but a life cut short, dreams unfulfilled, and families shattered. The emotional and psychological scars left behind are often overlooked—survivors and witnesses carry trauma that can linger for years, affecting their mental health and overall quality of life.

The rising number of fatalities serves as a stark reminder of the consequences of reckless driving, lack of awareness, and inadequate road safety measures. With the increase in traffic volume and the popularity of motorcycling, it is imperative



that we confront the challenges head-on. Our roads must be safe for everyone—drivers, cyclists, and pedestrians alike.

In response to this crisis, it is crucial to initiate widespread awareness campaigns that engage and educate our youth and communities. Imagine a series of workshops and seminars in schools, where students not only learn about the rules of the road but also hear the harrowing stories of those affected by road accidents. Let us invite survivors to share their journeys, emphasizing the emotional toll and the aftermath of such tragedies. Through real-life experiences, we can foster empathy and responsibility among our young citizens.

We must also advocate for stronger policies and improved infrastructure. This includes better signage, designated motorcycle lanes, and pedestrian crossings that ensure the safety of those who are most vulnerable. Additionally, stricter enforcement of traffic laws and penalties for violations can help deter reckless behaviour on the roads.

This is not just a call for action; it's a plea for compassion and change. As we mourn those we have lost, let us also ignite a movement for safer roads. It is our collective responsibility to prioritize safety, protect our loved ones, and cultivate a culture of care and awareness.

Mauritius deserves to thrive—not just in its stunning landscapes, but in the safety and well-being of its people. Let us unite in this mission, for every life is precious, and together, we can make a difference and not be “the wrong way home”.



By Rishi Toofanny
(Director of Security)

■ Rishi Toofanny

L'importance de contrôler sa langue

Sahl ibn Sa'd (R.A) relate du Messenger d'Allah (pssl) qu'il a dit : « *Quiconque me garantit ce qu'il a entre ses deux mâchoires et ce qu'il a entre ses deux jambes, je lui garantis le Paradis !* » [Authentique] - [Al-Bûkhârî]

Le Prophète (pssl) informe au sujet de deux affaires. Si le musulman s'y tient, il entrera au Paradis. La première : se préserver de parler de ce qui met en colère Allaah. La seconde : préserver le sexe de la fornication.

En effet, ces deux organes sont ceux par le biais desquels on tombe le plus dans la désobéissance. Pour ce qui est de la langue, il ne faut pas mentir, faire des médisances et tenir des propos futiles ou à caractère blasphématoire.

Dans notre belle langue maternelle, le créole, il y a ce fameux dicton: “La lang péna lézo”. Cela illustre à merveille les méfaits que peuvent causer des paroles irréfléchies. Parce

qu'elle n'a pas d'os, la langue est libre de tout mouvement et arrive parfois à dire certaines choses un peu déplacées. Et les dégâts sont parfois irréversibles. Cela pourrait aussi vouloir dire que la langue est un organe sur lequel notre contrôle est limité. En d'autres mots, le message qu'on doit retenir c'est que nous devons faire très attention quand nous ouvrons notre bouche pour parler.

Hazrat Abû Hurayrah (R.A) relate que le Messenger d'Allah (pssl) a dit : « *Il arrive que le serviteur prononce une parole, sans se rendre compte de sa gravité, qui le plonge en Enfer à une profondeur plus grande que la distance entre l'Orient et l'Occident.* » [Bukhârî et Muslim]

Il y a des gens, fort probablement par ignorance, qui disent certaines paroles qui peuvent leur faire perdre leur foi. Tenez, par exemple, cette personne reprochant à son ami de ne pas s'intéresser au mariage et lui disant : “*Toi, mo croire foder bondié sinois mem dessane lor la*

terre pou to marier.” Ma'azallah. Dans d'autres versions, on parle de ‘bondié Madras’. Cette parole dite en rigolant frise le Shirk car elle présuppose un dieu pour chinois et un autre pour les non-chinois. En plus, il est clairement fait allusion à un certain aspect physique puisqu'on parle de ‘descente sur terre’ ce qui impliquerait un corps et une descente. Or Allaah est propre à toute corporalité et il est indépendant de toute dimension ; donc la notion de descente est contraire à lui. Cette parole de ‘dessane lor la terre’ est donc hautement blasphématoire. Mais beaucoup de gens, en rigolant, disent des paroles similaires à longueur de journée sans peut être avoir conscience des dégâts qu'ils ont causé par leurs langues.

Et puis il y a ceux qui font des blagues à propos du Talaq. Ils prononcent le Talaq en rigolant sans savoir que cette parole a déjà brisé leur Nikaah. Parfois, il y a des gens qui disent des jurons à la pelle et ils prennent cela comme un comportement

normal. Dans une phrase de dix mots, il y a au moins huit gros jurons et ils en sont fiers.

Et puis il y a le Ghîbat (la médisance), le sport favori de certaines personnes qui passent tout leur temps à parler dans le dos de leurs proches. La médisance est l'un des péchés les plus dangereux car elle fait créditer nos bonnes actions sur le compte de ceux que nous médisons.

Il est temps de nous ressaisir, de réfléchir à ce que nous disons à chaque instant. Prenons le temps de bien mesurer la portée de chaque parole avant de la prononcer. Tournons notre langue plusieurs fois dans notre bouche avant de dire quoi que soit. Réfléchissons bien à la portée que pourraient avoir nos paroles avant de parler. Que notre langue soit humide dans l'éloge d'Allaah et dans le Durood pour son Prophète (pssl) afin que nous n'ayons pas à avoir honte au Jour du Jugement.

■ Abdus Saboor Mohamed Saleh

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique ‘Libre Expression’ ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Khutbah - La Réflexion du Vendredi

Chassons les dictateurs, les despotes et les usurpateurs

Louanges à Allah (swt) et salutations au Prophète Muhammad (saw).

« Allah a promis à ceux d'entre vous qui ont cru et font de bonnes œuvres qu'Il leur donnerait l'autorité sur terre comme Il l'a donnée à ceux qui les ont précédés. » Surah An Noor (24), verset 55

L'arme la plus abjecte de l'homme est de verser des larmes lorsque les criminels de guerre et les violeurs attisent les braises de la guerre. Ces paroles d'un savant devraient nous pousser à la réflexion de ce vendredi. La reprise du génocide par les sionistes a provoqué une vague d'indignation au sein de la Ummah. Certains se sont laissés emporter par des accès de désespoir, d'autres des supplications, tandis que d'autres, encore, y ont trouvé une opportunité pour renouveler leur confiance (tawakkul) en Allah (swt).

Le temps n'est pas aux larmes et aux actions futiles. La Ummah n'a jamais eu peur des oppresseurs et des tortionnaires de tout genre, car la Ummah a une confiance absolue en le Créateur, Allah (swt) le Tout-Puissant. Avec l'aide d'Allah (swt) vient la victoire.

Le semblant de prise de position des dictateurs et des despotes qui s'autoproclament chefs d'États musulmans, face aux velléités colonialistes du psychopathe du Bureau Oval, aurait trompé la vigilance de la Ummah. Certains ont cru y voir une lueur d'espoir, d'autres, indifférents, n'y portaient même pas attention, d'autres encore se sont laissés emportés par l'enthousiasme, baissant la garde par rapport au boycott. Sachez que les dictateurs et les despotes des pays musulmans ne font qu'épater la galerie, mains et pieds liés comme ils le sont, par le biais des infâmes Accords d'Abraham. Leur but n'est que de préserver leur position d'usurpateur, avec la protection de leurs bienfaiteurs occidentaux, aux dépens des aspirations de leurs peuples. Les cyniques diront qu'ils n'ont fait que réagir aux instructions du psychopathe pour dévier l'attention de la Ummah et permettre au Boucher de Tel Aviv de reprendre sa basse besogne. Allah (swt) nous fera certes connaître la vérité.

Les dirigeants actuels qui parsèment le monde musulman comptent parmi les plus détestables. Ils restent silencieux, souvent proactifs uniquement dans la mesure où ils participent à l'entreprise commune de génocide. Jamais les sièges du pouvoir du monde musulman n'ont



été occupés par des dirigeants aussi misérables. Si l'on cherchait à obtenir une solution auprès de l'un de ces régimes pour sauver la vie des Palestiniens, on saurait que cette tentative serait vaine. Ils incarnent parfaitement ceux décrits dans le hadith : « Les pires de vos dirigeants sont ceux que vous laissez et qui vous haïssent et que vous maudissez et qui vous maudissent. »

« Ô vous les croyants ! Ne prenez pas pour alliés les (hommes politiques) juifs et les (hommes politiques) chrétiens ; ils sont les alliés les uns des autres. Et celui d'entre vous qui les prend pour alliés, devient un des leurs. Allah ne guide certes pas le peuple des oppresseurs. » Surah Al Maidah (5) verset 51

En adhérant aux Accords d'Abraham, nos dictateurs, nos despotes et nos monarques usurpateurs, ont trahi la Ummah. Ils sont désormais des obstacles à sa revivification. Il faut savoir que les peuples respectifs de ces pays ne soutiennent pas leurs dirigeants.

Solidarité arabe

Une enquête réalisée par le Centre arabe de recherche et d'études politiques, en décembre 2023, en Mauritanie, au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Libye, en Égypte, au Soudan, au Yémen, à Oman, au Qatar, au Koweït, en Arabie saoudite, en Irak, en Jordanie, au Liban et en Cisjordanie, Palestine (y compris Jérusalem) a montré qu'il existe un consensus arabe : 92 % expriment leur solidarité avec les citoyens de la région arabe et le peuple palestinien de Gaza. Alors que 69 % des personnes interrogées ont exprimé leur solidarité avec les Palestiniens et leur soutien au Hamas, 23 % ont exprimé leur solidarité avec les Palestiniens malgré leur opposition au Hamas.

Interrogées sur les réactions des puissances régionales et internationales à la guerre israélienne contre Gaza, 94 % ont jugé la position américaine négative, 82 % la jugeant très mauvaise. Dans le même contexte, 79 %, 78 % et 75 % des personnes interrogées ont jugé négatives les positions de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne.

L'opinion publique arabe considère la cause palestinienne comme une question arabe, et non exclusivement palestinienne. 92 % des personnes interrogées estiment que la question palestinienne concerne tous les Arabes et pas seulement les Palestiniens.

Interrogées sur les mesures que les gouvernements arabes devraient prendre pour mettre fin à la guerre à Gaza, 36 % des personnes interrogées ont déclaré que les gouvernements arabes devraient suspendre toute relation ou tout processus de normalisation avec Israël.

Cette enquête est la première du genre à sonder l'opinion publique sur le sujet dans la région arabe.

Il est clair que les peuples arabes ont une position en contradiction avec leurs dirigeants. Ils leur est impératif désormais de traduire cette position en action. La priorité est de libérer les armées musulmanes des casernes. Car Allah (swt) affirme :

« Et quant à ceux qui luttent pour Notre cause, Nous les guiderons certes sur Nos sentiers. Allah est en effet avec les Muhsinin (bienfaisants). Surah Al Ankabout (29), verset 69

Les peuples arabes n'ont pas besoin de la permission des despotes pour s'engager dans un jihad contre ceux

qui occupent les territoires de la Ummah, qui pillent nos ressources et persécutent nos frères depuis 75 ans. Ils savent qu'il est fard ain (une obligation individuelle) de défendre le territoire musulman et de repousser l'agression des Musulmans. Chassons les dictateurs, les despotes et les usurpateurs. Il est temps que les peuples agissent.

Ce génocide doit être le choc qui nous réveillera de ce sommeil et des vies sans importance que nous avons organisées pour nous-mêmes.

L'arme du boycott toujours de mise

Mettre la pression sur une entité ciblée est reconnu comme une forme de boycott, voire le plus haut degré du boycott. Quand Muhammad (saw) avait assiégé Banu Qaynuqa, ce fut une forme de pression économique sur eux. Quand il (saw) mit le feu à leurs palmiers, ce fut une forme de pression économique, tout comme quand il (saw) détruisit leur infrastructure économique et leur source de nourriture.

Ainsi, Muhammad (saw) utilisa la pression économique en différentes façons pour mettre la pression sur ses ennemis.

En plein Ramadan, Gaza n'a plus accès à la nourriture, à l'eau potable et à l'électricité. Le génocide est perpétué de plus belle. Les frontières sont fermées, le blocus de l'aide alimentaire est utilisé comme une arme de guerre.

Malgré la distance qui nous sépare, nous pouvons agir. Il nous convient de maintenir le boycott. Quand la motivation de boycotter est d'affaiblir le système économique des sionistes, ceux-là même qui perpétuent le génocide, quand la motivation est de montrer au monde qu'il existe des millions de musulmans qui soutiennent leurs frères, leurs sœurs et les enfants, nous serons certes récompensés.

Nous devons aussi avoir la conviction que les oppresseurs seront appelés à rendre des comptes auprès d'Allah (swt).

« Ceux qui font subir des épreuves aux croyants et aux croyantes, et ne se repentent pas, auront le châtiment de l'Enfer et le supplice du feu. » Surah Al Bourouj (85), verset 10

Qu'Allah (swt) nous guide et nous aide.

■ Mosadeq Sahebodin

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction



Le Danemark domine le Portugal à domicile

Le Danemark a dominé le Portugal (1-0), en quart de finale aller de la Ligue des nations, au terme d'une rencontre bien maîtrisée jeudi soir à Copenhague.

Les 'Rouges et Blancs' ont monopolisé le ballon dès le début du match mais ont peiné à concrétiser leur domination jusqu'à la 78ème minute et un but de Rasmus Højlund, entré à la 69ème. Avec ce but, son huitième en sélection mais le premier depuis 2023, Højlund, dont l'absence de performances récentes posait des questions, a rassuré le stade de Parken.

«C'était super», a dit à 'TV2' l'attaquant, soulagé. «C'était un grand jour à bien des égards. Je joue contre

mon idole, je marque et je deviens le vainqueur du match, cela n'aurait pas pu être mieux», a-t-il souri. Son but a enflammé le stade et réveillé un peu les Portugais. Les Danois, qui rencontraient les Portugais pour la première fois depuis 2015, ont brillé dès le début de la rencontre, la troisième pour le nouveau sélectionneur Brian Riemer. Le prodige Mika Biereth s'est d'abord signalé à la deuxième minute de jeu, puis s'est montré souvent dangereux sans toutefois réussir à transformer ses tentatives.

Les Danois auraient pu faire la différence plus tôt dans la partie notamment sur un penalty obtenu à la 24ème minute, mais le meneur de jeu Christian

Eriksen a vu sa frappe repoussée par le gardien de la Seleção Diogo Costa, particulièrement inspiré sur sa ligne pendant toute la rencontre. Malgré une certaine maladresse dans ces relances, il a compensé en repoussant la plupart des tentatives danoises. Au retour du vestiaire, les Portugais ont semblé trouver de l'énergie mais Ronaldo - quasi invisible - et les autres cadres de l'équipe ont, malgré plusieurs situations prometteuses, buté contre le mur danois. Avec ce court mais précieux succès contre la sélection portugaise, en demi-teinte, permet au Danemark de prendre une option avant leurs retrouvailles entre les deux équipes dimanche au Portugal.

Le Japon premier pays qualifié pour le Mondial-2026

Le Japon est devenu le premier pays à décrocher son billet pour le Mondial-2026 de football grâce à son succès 2-0 face à Bahreïn en qualifications de la zone Asie, jeudi à Saitama.

Largement en tête du groupe C avec 19 points à trois journées de la fin, la sélection japonaise est assurée d'être présente à la Coupe du monde coorganisée par le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, qualifiés d'office en tant que pays-hôtes. Il s'agira de la huitième participation de rang du Japon à une Coupe du monde.

Les «Samourais bleus» ont dû attendre la 66e minute pour ouvrir le score par le milieu de terrain de Crystal Palace Daichi Kamada (66e), à la conclusion d'une action collective. L'ailier de la Real Sociedad Takefusa Kubo, passeur décisif sur le premier but, a assuré le succès japonais en doublant la mise, d'une belle frappe du gauche excentrée, avec l'aide du montant (87e). Les joueurs ont partagé la joie de leur qualification avec plus de 60.000 spectateurs au stade de Saitama.



Derrière le Japon, l'Australie occupe la 2e place (10 pts), directement qualificative pour le Mondial-2026. Les Australiens ont battu facilement l'Indonésie 5-1, plus tôt dans la journée. L'Arabie saoudite (3e, 6 pts) affronte dans la soirée la Chine, 6e et dernière du groupe. Bahreïn est désormais 5e, à quatre points de la deuxième place.

L'Allemagne a souffert, notamment en première période, mais a gardé la tête hors de l'eau pour renverser l'Italie 2 à 1 en quarts de finale aller de la Ligue des nations jeudi à Milan.

Avant le match retour dimanche à Dortmund, la 'Mannschaft' a pris l'ascendant dans le duel des quadruples champions du monde qui ont perdu de leur superbe. Mais ses 45 premières minutes, sans relief obligeant Julian Nagelsmann à remanier son équipe à la pause, n'ont pas dû rassurer ses supporters. Sans son gardien de but Oliver Baumann, elle aurait pu rallier les vestiaires avec deux, voire trois buts de retard.



Ligue des nations: l'Allemagne renverse l'Italie à San Siro

Devant les 60.300 spectateurs de San Siro, l'Italie, privée sur blessure de Mateo Retegui, meilleur buteur de Serie A, n'a pas perdu de temps. Elle a pris l'avantage dès la 9ème minute grâce à

une inspiration de Nicolo Barella. Le meneur de jeu de l'Inter a trouvé dans la surface de réparation Matteo Politano, dont le centre en retrait a été repoussé par Jonathan Tah d'une maladroite talonnade qui a échoué dans les pieds de Sandro Tonali.

L'ancien joueur de l'AC Milan a trompé Oliver Baumann, abandonné par sa défense, d'une reprise instantanée. Baumann, titularisé en l'absence Marc-André ter Stegen, gravement blessé à un genou depuis septembre, a en revanche été décisif devant Tonali (30ème) puis en détournant une frappe sèche de Moise Kean (32ème), encore une fois bien trouvé par Politano.



Jorginho se rapproche d'un départ d'Arsenal, alors que les discussions avec Flamengo progressent

Le milieu de terrain d'Arsenal, Jorginho, est sur le point de terminer son contrat avec les 'Gunners', qui expire en juin 2025, et de rejoindre le club brésilien de Flamengo.

Jorginho avait prolongé son contrat avec Arsenal jusqu'en juin 2025 avec une option pour une année supplémentaire la saison dernière, mais il est désormais peu probable qu'il renouvelle son séjour dans le nord de Londres. Des sources en Italie et en Angleterre ont fortement associé l'international italien à un transfert estival à Flamengo, le vétéran admettant publiquement qu'il souhaitait retourner au Brésil, où il n'a jamais joué en tant que professionnel.

«Oui, à l'avenir, c'est une possibilité. Comme je l'ai déjà dit, je n'ai jamais joué professionnellement au Brésil, ce serait donc une expérience incroyable pour moi», a-t-il déclaré aux médias. Néanmoins, 'Goal Brasil' rapporte qu'une clause dans son contrat

avec Arsenal pourrait faire obstacle à la conclusion du transfert, car Flamengo pourrait devoir payer la somme de la prime s'il souhaite recruter Jorginho avant le 30 juin. Cependant, il semblerait que le joueur de 33 ans soit fermement décidé à quitter les 'Gunners' et qu'il se soit rendu lui-même à Rio de Janeiro pour s'assurer que les négociations se déroulent sans problèmes.

L'objectif de Jorginho serait de conclure l'accord avant le début de la Coupe du monde des clubs le 16 juin, Flamengo devant affronter son ancienne équipe, Chelsea, l'Espérance et le Club Leon du Mexique en phase de groupes. Jorginho tentera de jouer un rôle de premier rang lors du tournoi après avoir été relégué dans la hiérarchie de Mikel Arteta à Arsenal. Le joueur d'origine brésilienne n'a participé qu'à 12 des 29 matchs de championnat d'Arsenal cette année, la plupart du temps sur le banc de touche

La France sombre en Croatie et se complique sérieusement la tâche



Malgré le retour de Kylian Mbappé après six mois d'absence, l'équipe de France a totalement sombré en Croatie (2-0) jeudi à Split, concédant une défaite qui complique sérieusement sa tâche en vue de la qualification pour le «Final Four» de la Ligue des nations.

Les 'Bleus', trahis par les incroyables errements de leur défense, sont désormais condamnés à l'exploit dimanche au Stade de France en quarts de finale retour s'ils souhaitent poursuivre leur chemin dans une compétition qu'ils avaient remportée en 2021. En cas d'échec, ils débiteront dès le mois de juin leur campagne vers le Mondial-2026, leur principal objectif de l'année.

Les vice-champions du monde avaient pourtant des raisons d'être optimistes avant de se rendre en Croatie. Les retrouvailles du capitaine Mbappé avec la sélection et la métamorphose d'Ousmane Dembélé, transfiguré depuis plusieurs semaines et devenu le meilleur buteur européen en 2025 (22 réalisations), étaient sources de grandes promesses sur le plan offensif après un Euro-2024 terne et un automne très poussif.

Mais depuis un an, les 'Bleus' ont perdu de leur superbe et les deux joueurs n'ont pas pesé lourd, au contraire des ratés monumentaux de l'arrière-garde française, dépassée sur les buts croates inscrits par Ante Budimir (26ème) et Ivan Perisic (45ème+1).

La charnière centrale Ibrahima Konaté-William Saliba a été mise au supplice durant toute la partie et l'addition aurait même pu être beaucoup plus lourde sans l'arrêt du pied de Mike Maignan sur un penalty d'Andrej Kramaric après une main du défenseur de Liverpool (5ème).

Selon le journaliste de 'Sky Sport', Florian Plettenberg, les Red Devils sont très intéressés par le milieu de terrain du RB Leipzig. Un accord entre les deux clubs n'est pas encore conclu, le club allemand souhaitant obtenir au moins 80 millions d'euros pour son transfert.

Le joueur du RB Leipzig, club qu'il a rejoint l'été dernier en tant qu'agent libre, suscite l'intérêt de Manchester United, un club historique sans leader qui cherche à renouveler son effectif après une saison à oublier. Le problème, pour l'instant, pourrait être d'ordre financier, puisque l'équipe allemande souhaite obtenir au moins 80 millions d'euros pour l'international néerlandais. Après avoir été formé dans les équipes de jeunes du FC Barcelone, Xavi Simons a poursuivi sa formation au PSG,



Manchester Utd souhaite faire signer Xavi Simons cet été

où il a obtenu son premier contrat en tant que joueur professionnel. Cependant, il n'a pas eu beaucoup d'opportunités et a joué en prêt au PSV Eindhoven en 2022-23 et au RB Leipzig en 2023-24.

Son talent et sa nationalité lui ont permis de s'adapter facilement à l'équipe néerlandaise où il a explosé en 2022-23

avec 22 buts et 11 passes décisives. Après avoir répondu aux exigences accrues du club de Bundesliga avec 10 buts et 13 passes décisives la saison dernière, le milieu de terrain a été acheté par Leipzig, où il compte huit buts et six passes décisives, des chiffres plus modestes que ceux de 2023-24.

Pour l'avoir, le RB Leipzig a déboursé 50 millions d'euros environ, plus 25 millions d'euros de variables, et il aimerait maintenant récupérer son investissement et rendre sa signature plus rentable avec un transfert de 80 millions d'euros. Manchester United a récemment recruté des joueurs néerlandais à la demande d'Erik ten Haag, mais il est surprenant que Rúben Amorim soit également intéressé par le recrutement de ces joueurs, surtout après avoir constaté que la plupart d'entre eux ont été décevants jusqu'à présent.

EL1 - Norris le plus rapide, quatre dixièmes devant Leclerc

Lando Norris a signé le meilleur temps de cette unique séance d'essais libres du Grand Prix de Chine. Il devance Charles Leclerc et Oscar Piastri. Jack Doohan a provoqué un bref drapeau rouge.

Nous n'avons pas eu le temps de cligner des yeux que la F1 est déjà de retour. En effet, la discipline a posé ses valises à Shanghai, ce week-end, pour la deuxième manche de la saison : le Grand Prix de Chine. La semaine passée, c'est Lando Norris qui s'est offert la première victoire de l'année sur le circuit de l'Albert Park, devant Max Verstappen et George Russell, au terme d'une course très mouvementée. McLaren a prouvé qu'elle avait très bien travaillé pendant l'hiver et conserve son titre de favorite au championnat. Un avantage qui en effraie plus d'un, notamment Russell, persuadé que la saison est quasiment pliée.

Du côté des ratés de Melbourne, Ferrari n'a pas réussi à capitaliser après un pari risqué qui n'a finalement pas payé en fin de course. Il faut dire que les qualifications aux septième

et huitième places n'avaient pas aidé Charles Leclerc et Lewis Hamilton. Les Français Isack Hadjar et Esteban Ocon auront à cœur de bien performer ce week-end, déterminés à laisser leurs déboires d'Australie derrière eux.

En cette fin de matinée en Chine, les températures sont plutôt douces. Le mercure affiche 22°C dans l'air et 33°C en piste, le ciel est dégagé. L'une des grandes inconnues sera le nouvel asphalte du circuit. La piste, normalement plutôt bosselée, a été entièrement resurfacée à l'occasion de la deuxième manche de l'année. Un enjeu de plus dans un week-end

déjà très serré, composé d'une seule séance d'essais. Après quelques minutes de roulage, les monoplaces sortent déjà un peu large. Pourtant, Yuki Tsunoda déclare à la radio que la piste a bien plus de grip que l'année dernière. Pour rappel, le Grand Prix de Chine est revenu au calendrier depuis l'année dernière seulement, après plusieurs années hors de la discipline.

Toutes les voitures sont en pneus mediums. Après dix minutes, c'est Carlos Sainz qui détient le meilleur temps en 1'34»504. Ce chrono est battu par Pierre Gasly, Lewis Hamilton, puis par Max Verstappen, avant que Norris vienne les détrôner en 1'33»362. Les pilotes enchaînent les tours, alors que le circuit s'améliore de plus en plus. George Russell et les Ferrari semblent en forme ce week-end. Le Britannique et les pilotes de la Scuderia s'échangent les meilleurs temps depuis quelques tours. Notons également le quatrième temps de Kimi Antonelli, huit dixièmes derrière son coéquipier.



Alpine et Haas ont dû modifier leur aileron arrière avant Shanghai

Après le durcissement des tests de déformation de l'aileron arrière en Chine, Alpine et Haas ont reconnu avoir dû faire des modifications en urgence.

Après le GP d'Australie de la semaine passée, la FIA a annoncé un durcissement des vérifications de l'aileron arrière dès le GP de Chine, et notamment du test de déformation consistant à lui appliquer une charge verticale de 75 kg. Désormais, l'écart maximum autorisé entre le plan principal de l'aileron et son flap est de 0,5 mm (avec une tolérance de 0,25 mm due aux courts délais entre les deux GP), contre 2 mm à Melbourne. Alors que, parmi les écuries de pointe, d'aucuns ont spéculé sur qui était la cible de cette nouvelle directive technique et qu'il est entendu selon les informations de Motorsport.com que quatre écuries au total sont concernées par ces changements, deux structures de milieu et fond de grille ont reconnu qu'il leur avait fallu effectuer des changements pour se conformer à cette norme.

Alpine, dans un premier temps, a ainsi confirmé, par la voie de son directeur sportif Dave Greenwood, des modifications : «Il y a un changement dans cette directive technique pour ce week-end, et nous nous y

ce genre de situation quand une règle et une tolérance de déformation évoluent ; vous devez vérifier que vous allez être en mesure de vous y conformer également.»

«Il y a du travail à faire pour s'assurer de la conformité,



sommes conformés à chaque fois. Nous avons dû faire un peu de travail à l'usine pour nous assurer que tout allait bien pour ici, mais je pense que c'est assez normal dans

mais cela a été fait et c'est bon. Vous pouvez imaginer que les délais étaient très courts, donc ce n'est pas comme si on pouvait faire quelque chose de révolutionnaire, mais oui, il y a des choses

qui sont possibles pour nous assurer que nous sommes conformes.» Le directeur de l'équipe Haas, Ayao Komatsu, a également révélé que son équipe était aussi en partie affectée par les changements, en précisant : «Nous devons peut-être changer un peu la façon dont nous réglons l'aileron, mais pas le design ou quoi que ce soit d'autre.»

Regardée de près par ses rivales, McLaren a nié être l'une des équipes concernées par la directive technique. Après Lando Norris ce jeudi en conférence de presse, c'est son directeur technique de l'ingénierie, Neil Houldey, qui a réitéré que la déformation de l'aileron que l'équipe avait constatée était déjà inférieure au chiffre que la FIA avait mis en place à partir de la Chine. «Par chance, lorsque nous avons été testés à Melbourne, les chiffres que la FIA a choisi de mettre dans la DT [directive technique] sont plus élevés que la déflexion que nous avons constatée. Cela n'a eu aucun impact pour nous lors de cette épreuve, donc la performance ne devrait pas être différente pour nous.»